

budgétaires et extrabudgétaires non encore entièrement estimé. Le Gouvernement du Burundi, conscient des risques liés à l'existence de ce stock d'arriérées et des défaillances au niveau de sa pratique d'endettement, a entamé les discussions avec la Banque mondiale en vue d'élaborer une stratégie de soutenabilité de la dette extérieure permettant d'estimer les ratios prudentiels. La stratégie d'endettement devra continuer à limiter les financements extérieurs à des dons ou à des prêts *très concessionnels* (comportant nécessairement une composante de don d'au moins 50%, les dérogations nécessitant l'accord préalable du FMI).

### **La performance à améliorer de la Cour des Comptes et le non alignement du champ d'intervention actuel sur les missions qui lui ont été dévolues dans le code de bonne gouvernance et de Transparence de la CEMAC**

La production de Cour des Comptes a été jugée insuffisante par une mission du PAGEF et d'Expertise France réalisée en 2022 au Burundi. La même conclusion s'applique à l'inspection générale d'État (IGE). Il est estimé qu'à effectif constant, la Cour devrait à minima doubler sa production pour renforcer sa crédibilité, sa visibilité et sa légitimité. Le fait que le budget de la Cour ait très faiblement augmenté par rapport à l'augmentation du budget de l'état et qu'au niveau des entreprises publiques seuls les comptes de la REGIDESO de l'année 2019 aient été récemment audités (aucune entreprise privée n'a pas été auditée par la Cour des Comptes) montre que la Cour n'arrive pas à certifier les comptes de tous les services publics (plus de 250 comptes) comme le prévoit l'article 183 de la Constitution. Par ailleurs ces comptes ne sont même pas reçus aujourd'hui au niveau de la Cour. Le rapport mentionne que même si elle y consacrait toutes ses ressources, elle ne pourrait vraisemblablement pas certifier plus de 30 comptes par an. L'adoption de la loi organique N°1/20 du 20 Juin 2022 portant révision de la loi N°1/35 du 4 décembre 2008 relative aux finances publiques, qui a fixé un cadre réglementaire pour l'intervention de la Cour des Comptes et de l'organisation de la comptabilité publique susceptibles de renforcer la Cour des Comptes dans ses prérogatives, n'est pas suffisante et requiert des actes additionnels et des textes d'application. En effet, la procédure juridictionnelle est à préciser, le parquet financier est à créer et les sanctions sont à définir pour imposer le respect des obligations envers la Cour des comptes.

La Cour des Comptes du Burundi, en partenariat avec l'Ambassade de France au Burundi via le Projet d'Appui à la Gouvernance Économique et Financière (PAGEF), a élaboré son plan stratégique 2023-2028 en cours de validation. Cet outil stratégique permettra à la Cour des Comptes de définir une cartographie des corps de contrôle et des relations à établir par les autres institutions nationales, les PaD et les autres organisations internationales. Le présent programme d'appui de l'UE contribuera à appuyer la mise en œuvre de ce plan stratégique de la Cour des comptes pour les cinq prochaines années.

### **Identification des principales parties prenantes et des questions institutionnelles et/ou organisationnelles correspondantes (mandats, rôles potentiels et capacités) à couvrir par l'action.**

#### **Représentants du Gouvernement**

Cette action se concentrera sur les acteurs suivants :

- **Le Ministère de Finances, du Budget et de la Planification Economique (MFBPE)** : c'est le décret N° 100/081 du 20 juillet 2018 qui fixe les missions, l'organisation et le fonctionnement du MFBPE. Elles se résument principalement à: i) concevoir et exécuter la politique financière et monétaire du Gouvernement; ii) participer à l'élaboration, en collaboration avec les ministères sectoriels, de la stratégie de réduction de la pauvreté et en assurer le suivi; iii) participer, en étroite collaboration avec les ministères sectoriels, à la programmation et assurer le suivi physique et l'évaluation des Investissement Publics (PIP) et des Programmes des Dépenses Publiques (PDP); iv) préparer les Programmes d'Investissement Publics (PIP) et les Programmes des Dépenses Publiques (PDP); v) coordonner l'élaboration du Cadre des Dépenses à Moyen Terme (CDMT) dans les ministères; et vi) préparer, en collaboration avec les ministères intéressés, les programmes de coopération économique et financière des PaD. C'est par ailleurs MFBPE, qui résulte d'une fusion des Ministère du plan et des finances, qui pilote la mise en œuvre des programmes des réformes et d'appui institutionnel en matière de GFP.
- **L'Office Burundais des recettes (OBR)** est un établissement public créé par la loi n°1/11 du 14 juillet 2009 et qui a pour principale mission de collecter l'ensemble des recettes fiscales et douanières du pays. L'exercice de la fonction de l'OBR s'effectue dans les limites des lois fiscales et douanières. L'OBR a